

**Assemblée générale**

Distr. générale  
20 décembre 2004  
Français  
Original: anglais

**Cinquante-neuvième session**

Point 133 de l'ordre du jour

**Financement de la Mission d'administration intérimaire  
des Nations Unies au Kosovo****Rapport sur l'exécution du budget de la Mission  
d'administration intérimaire des Nations Unies  
au Kosovo pour l'exercice allant du 1<sup>er</sup> juillet 2003  
au 30 juin 2004****Rapport du Secrétaire général****Table des matières**

	<i>Paragraphes</i>	<i>Page</i>
I. Introduction . . . . .	1–2	3
II. Exécution du mandat . . . . .	3–6	3
III. Exécution du budget . . . . .		15
A. Ressources financières . . . . .		15
B. Autres recettes et ajustements . . . . .		16
C. Matériel appartenant aux contingents : matériel majeur et soutien logistique autonome . . . . .		16
IV. Analyse des écarts . . . . .	7–21	17
V. Décisions que l'Assemblée générale devra prendre . . . . .	22	20



## Résumé

Le présent rapport rend compte de l'exécution du budget de la Mission d'administration intérimaire des Nations unies au Kosovo (MINUK) pour l'exercice allant du 1<sup>er</sup> juillet 2003 au 30 juin 2004.

La corrélation entre les dépenses de cet exercice et l'objectif de la Mission est mise en évidence dans des tableaux axés sur les résultats et organisés par composante (politique, police civile et appui).

### Exécution du budget

(En milliers de dollars des États-Unis; l'exercice budgétaire court du 1<sup>er</sup> juillet 2003 au 30 juin 2004.)

Catégorie	Montant alloué	Dépenses	Écart	
			Montant	Pourcentage
Militaires et personnel de police	117 385,7	106 598,1	10 787,6	9,2
Personnel civil	145 295,2	163 458,9	(18 163,7)	(12,5)
Dépenses opérationnelles	52 837,3	45 452,2	7 385,1	14,0
<b>Montant brut</b>	<b>315 518,2</b>	<b>315 509,2</b>	<b>9,0</b>	<b>0,0</b>
Recettes provenant des contributions du personnel	19 704,4	23 467,6	(3 763,2)	(19,1)
<b>Montant net</b>	<b>295 813,3</b>	<b>292 041,6</b>	<b>3 772,2</b>	<b>1,3</b>
Contributions volontaires en nature (budgétisées)	–	–	–	0,0
<b>Total</b>	<b>315 518,2</b>	<b>315 509,2</b>	<b>9,0</b>	<b>0,0</b>

### Ressources humaines : occupation des postes

Catégorie	Postes approuvés <sup>a</sup>	Postes prévus (moyenne)	Postes effectivement pourvus	Taux de vacance
			(moyenne)	(pourcentage) <sup>b</sup>
Officiers de liaison	38	38	38	–
Police civile	3 400	3 228	2 662	17,5
Unités de police constituées	1 203	1 146	991	13,5
Personnel recruté sur le plan international	1 049	982	861	12,3
Personnel recruté sur le plan national	3 130	2 992	2 916	2,5
Volontaires des Nations Unies	250	250	214	14,4

<sup>a</sup> Montant autorisé le plus élevé.

<sup>b</sup> Compte tenu du nombre de postes pourvus et du nombre de postes prévus, mois par mois.

Les décisions que l'Assemblée générale devra prendre sont énoncées au chapitre V du présent rapport.

## I. Introduction

1. Le budget relatif au fonctionnement de la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo (MINUK) pour l'exercice allant du 1<sup>er</sup> juillet 2003 au 30 juin 2004, dont le montant brut s'élevait à 315 518 200 dollars (montant net : 295 813 800 dollars) a été présenté dans le rapport du Secrétaire général en date du 18 décembre 2002 (A/57/679). Il devait permettre de couvrir les dépenses afférentes à 38 officiers de liaison, 3 400 membres de la police civile, 1 203 membres d'unités de police constituées, 1 049 fonctionnaires recrutés sur le plan international, 3 130 agents recrutés dans le pays et 250 Volontaires des Nations Unies. Au paragraphe 65 de son rapport du 3 avril 2003 (A/57/772/Add.5), le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires a recommandé à l'Assemblée générale d'ouvrir un crédit d'un montant brut de 315 518 200 millions de dollars pour l'exercice allant du 1<sup>er</sup> juillet 2003 au 30 juin 2004.

2. Dans sa résolution 57/326 du 18 juin 2003, l'Assemblée générale a ouvert un crédit d'un montant brut de 315 518 200 millions de dollars (montant net : 295 813 800 dollars) au titre du fonctionnement de la Mission pour l'exercice allant du 1<sup>er</sup> juillet 2003 au 30 juin 2004. Le montant total a été mis en recouvrement auprès des États Membres.

## II. Exécution du mandat

3. Le mandat de la MINUK a été établi par le Conseil de sécurité dans sa résolution 1244 (1999).

4. La Mission a pour mandat d'aider le Conseil de sécurité à atteindre un objectif général, qui est d'assurer l'autonomie véritable et une administration autonome réelle du Kosovo.

5. Dans le cadre de cet objectif général, la Mission a contribué à un certain nombre de réalisations au cours de l'exercice considéré, en exécutant les produits clefs présentés dans les tableaux ci-après. Ces tableaux sont organisés par composante (politique, police civile et appui).

6. L'exercice 2003/04 est le premier pour lequel la Mission a pu évaluer ses résultats sur la base des tableaux axés sur les résultats présentés dans le budget de 2003/04. Le présent rapport met en regard, d'une part, les indicateurs de succès effectifs – qui mesurent les progrès accomplis pendant l'exercice par rapport aux réalisations escomptées – et les indicateurs de succès prévus, et, d'autre part, les produits exécutés et les produits prévus.

**Composante 1 : composante politique**

<b>Réalisation escomptée 1.1 : Institutions démocratiques opérationnelles</b>	
<i>Indicateurs de succès prévus</i>	<i>Indicateurs de succès effectifs</i>
Les Institutions provisoires d'administration autonome étendent leur autorité à tout le Kosovo	Au 31 décembre 2003, la MINUK avait transféré toutes ses compétences restantes non réservées en vertu du Cadre constitutionnel aux Institutions provisoires d'administration autonome. Le nord de la municipalité de Mitrovica reste sous l'administration de la MINUK, à titre de mesure stratégique dans le cadre des efforts menés pour réduire le contrôle exercé par des structures parallèles, dans l'optique d'un transfert éventuel du pouvoir aux administrations municipales locales
Les partis politiques participent au processus politique	Tous les partis politiques enregistrés ont participé aux divers processus politiques en cours jusqu'en février 2004. Le 19 février 2004, la Coalition pour le retour a décidé de boycotter les sessions de l'Assemblée en raison des fresques à caractère ethnique peintes sur les murs de la salle rénovée de l'Assemblée. À la suite des émeutes interethniques des 17 et 18 mars 2004, les dirigeants politiques serbes du Kosovo n'ont plus participé aux travaux de l'Assemblée et n'ont participé qu'en partie à certains processus politiques
Les municipalités assument la pleine responsabilité des fonctions municipales	Les pouvoirs exécutifs ont été transférés aux structures et responsables municipaux locaux ou sont assumés par eux. Ce transfert a modifié le rôle de la MINUK, qui consiste désormais à superviser et, le cas échéant, fournir des conseils sur les droits des minorités et, dans des cas exceptionnels, intervenir pour les protéger, et à veiller au respect de la primauté du droit, sauf dans la partie nord de la municipalité de Mitrovica, qui continue à relever de l'administration ou des structures de la MINUK
Le mandat du Corps de protection du Kosovo s'applique sans restriction, y compris en ce qui concerne la participation des minorités	Conformément à son mandat, le Corps de protection du Kosovo assure le déminage et la destruction des munitions non explosées dans tout le Kosovo et intervient en cas d'urgence civile de faible envergure. Le personnel du Corps de protection du Kosovo appartenant à des minorités est passé de 106 en 2002/03 à 150 en 2003/04, ce qui représente 4,6 % du total de ses effectifs en 2003/04, contre 3,9 % en 2002/03

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Formation de fonctionnaires et prestation d'un appui juridique et de conseil d'experts aux Institutions provisoires d'administration autonome et aux municipalités	Oui	Le personnel de l'Institut d'administration publique du Kosovo a reçu une formation en matière de planification stratégique, d'évaluation des besoins, d'évaluation des séminaires de formation et d'élaboration de programmes de formation standard ou spécialisée  150 responsables municipaux (24 municipalités) ont participé à 5 modules d'éducation juridique permanente destinée aux fonctionnaires
Processus de recrutement des hauts fonctionnaires pour les Institutions provisoires d'administration autonome achevé	Oui	Les secrétaires permanents de ministères et les chefs des organismes d'exécution ont été recrutés
Plan relatif aux élections de 2004 établi	Oui	Les plans opérationnels comprenaient la mise en place d'un organisme de gestion des élections locales et d'organes de supervision et d'examen des plaintes
Structures parallèles démantelées	Non	L'appui continu apporté par Belgrade aux structures parallèles a été exacerbé par les événements de mars. Des progrès ont été réalisés en ce qui concerne le démantèlement des structures parallèles, dans le secteur de la santé, grâce à la promotion de la Charte des droits des patients et, dans le secteur forestier, grâce à l'intégration de la société serbe de foresterie à Leposavic à l'Organisme des forêts du Kosovo
Dialogue et contacts directs établis entre les Institutions provisoires d'administration autonome du Kosovo et la Serbie-et-Monténégro	Oui	Le dialogue a été lancé à Vienne le 14 octobre 2003 et quatre groupes de travail ont été créés, chargés notamment de la question des personnes disparues, de l'énergie, des retours, et des transports et communications. Les premières réunions des Groupes de travail sur les personnes disparues et l'énergie ont eu lieu les 6 et 9 mars 2004, respectivement. Des contacts officiels

		entre les deux parties ont eu lieu à l'occasion de conférences et ateliers internationaux
Poursuite de la coopération avec les gouvernements de la région	Oui	Les contacts avec l'Albanie, l'ex-République yougoslave de Macédoine et les responsables de la Serbie-et-Monténégro se sont poursuivis. Des accords et des mémorandums d'accord ont été signés par la MINUK au nom des Institutions provisoires d'administration autonome dans les domaines du commerce et de la coopération entre services de police. Des contacts initiaux ont été pris avec la Bosnie-Herzégovine, la Bulgarie, la Croatie et la Slovénie. Des représentants des Institutions provisoires d'administration autonome ont participé à diverses activités organisées dans le cadre du Pacte de stabilité et d'autres forums régionaux
Délivrance de pièces administratives et paiement des pensions	496 251 224 509 1 318 218	Documents de voyage Permis de conduire Cartes d'identité  Les pensions de retraite et d'invalidité ont été payées et une assistance sociale a été fournie dans tout le Kosovo, à toutes les collectivités
Diffusion de publications périodiques, y compris des analyses statistiques, sur les questions relatives aux femmes	Oui	La première étude annuelle complète de toutes les statistiques disponibles ventilées par sexe intitulée « Les femmes et les hommes au Kosovo » a été publiée et distribuée à toutes les institutions locales et organisations internationales à l'intérieur du Kosovo et en dehors
Surveillance continue du Corps de protection du Kosovo	Oui	
Mise en conformité de la législation avec les normes de l'Union européenne et les normes internationales	Oui	L'Assemblée du Kosovo a adopté la loi contre la discrimination et promulgué une loi sur l'égalité des sexes

<b>Réalisation escomptée 1.2 : Plus grand nombre de retours et de réinstallations, amélioration de la liberté de circuler et rétablissement des droits de propriété pour un plus grand nombre de personnes</b>		
<i>Indicateurs de succès prévus</i>	<i>Indicateurs de succès effectifs</i>	
Les déplacés et réfugiés se sont réinstallés en plus grand nombre dans leur localité d'origine	Plus de 2 400 personnes restent déplacées à la suite des actes de violence du mois de mars. Parmi les facteurs externes, les actes de violence de mars ont porté un coup au processus de retours, ébranlant sérieusement la confiance déjà limitée entre les collectivités. Au cours des six premiers mois de 2004, 645 personnes sont retournées au Kosovo. Depuis avril, les groupes de travail municipaux ont repris leurs travaux et des propositions de projet de retours ont continué à être présentées, entérinées et appliquées	
La liberté de mouvement des membres des minorités s'est améliorée	Le système de cars destinés aux fonctionnaires a transporté tous les jours plus de 250 membres de minorités jusqu'à leur lieu de travail. Une licence a été délivrée à un service d'inspection technique des véhicules dans une zone occupée par des minorités pour permettre aux intéressés de se procurer en toute sécurité des plaques minéralogiques et des documents d'immatriculation du Kosovo pour leurs véhicules	
Un plus grand nombre de disparus ont été identifiés	Les dépouilles de 400 personnes disparues ayant été identifiées, le nombre total de personnes identifiées a atteint 680 en juillet 2004 (contre 280 en juillet 2003). La plupart de ces identifications ont été faites sur la base de l'ADN, mais d'autres ont été rendues possibles par des expositions de vêtements et des visites de famille qui ont pu voir le registre des biens appartenant aux disparus. Au total, 300 dépouilles ont été ramenées au Kosovo	
Un plus grand nombre de biens ont été restitués	10 400 demandes de restitution de biens ont été réglées. Le nombre de demandes de restitution réglées est donc passé de 6 600 en 2002/03 à 17 000 en 2003/04, sur un total de 29 000 demandes présentées	
<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Aide au programme de retours et, notamment, mise en place de groupes de travail municipaux opérationnels et organisation de visites avant réinstallation	Oui	

Organisation de campagnes de sensibilisation du public	Oui	Des campagnes sur les minorités et les retours ont été menées par les médias dans des magazines (103 000 exemplaires), des bulletins d'information (79 000), des brochures et prospectus (26 000), des affiches et des programmes de radio et de télévision
Application de programmes, d'initiatives et de lois visant à protéger et faire respecter les droits des minorités, y compris le droit à restitution de leurs biens	Oui	Une table ronde régionale de trois jours a été organisée sur la régularisation des établissements marginaux des Roms et de membres d'autres groupes vulnérables
Exécution du programme relatif aux personnes disparues	Oui	Du personnel du Kosovo a été recruté et formé à tous les aspects de l'opération, allant des examens de laboratoire à l'identification et aux activités de sensibilisation
Appui aux programmes et initiatives de réconciliation	Oui	Des projets de réconciliation ont été mis en œuvre dans tout le Kosovo avec la participation des communautés albanaise, serbe, rom, ashkali, gorani et croate  Des camps d'été multiethniques, des manifestations sportives, des cours de langue et des cours d'informatique ont été organisés pour les étudiants  Des initiatives de développement économique multiethnique, des programmes écologiques et des formations d'adultes ont été organisés

<b>Réalisation escomptée 1.3 : Système judiciaire impartial et équitable au Kosovo</b>	
<i>Indicateurs de succès prévus</i>	<i>Indicateurs de succès effectifs</i>
Un système judiciaire impartial, équitable et multiethnique est en place	24 juges et 50 procureurs nationaux supplémentaires ont été recrutés. La proportion de juges albanais et de juges non albanais est de 90 % et 10 %, respectivement, (contre 91 % et 9 % en 2002/03)
La sécurité dans les prisons et les conditions de détention satisfont aux normes européennes en la matière	Toutes les prisons sont gérées compte tenu des normes opérationnelles officielles



Il est moins fait appel à des juges internationaux pour juger les crimes à caractère ethnique	La situation n'a pas changé. Compte tenu des émeutes de mars 2004 et de l'application du Code de procédure pénale provisoire depuis le 6 avril 2004, la présence de juges et de procureurs internationaux reste nécessaire	
<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Formation de juges et de procureurs impartiaux et respectueux de la régularité des procédures	1 082 286	Juges Procureurs Ont participé à 51 cours de formation en matière de droit pénal, civil et administratif
Enquête sur les fautes professionnelles commises par les juges locaux	201  78 120 89	Plaintes reçues au sujet de fautes professionnelles (contre 170 en 2002/03) Plaintes rejetées Enquêtes achevées Enquêtes non achevées, compte tenu de l'arriéré des exercices précédents
Sept prisons gérées conformément aux normes européennes	7	
Capacité des prisons accrue de 25 %	Non	Il n'a pas été construit de nouvelle prison, de nouvelles priorités ayant été définies pour l'utilisation des fonds
Réforme du cadre juridique régissant l'Administration pénitentiaire du Kosovo	Oui	La loi sur l'exécution des sanctions pénales a été promulguée le 19 novembre 2004
Transfert progressif de la gestion de certains centres de détention à l'Administration pénitentiaire du Kosovo	Oui	Des directeurs adjoints locaux de prison ont été recrutés ou ont déjà pris leurs fonctions dans deux prisons et six centres de détention. Il n'y a de directeur adjoint local dans aucun centre de détention de Mitrovica

<b>Réalisation escomptée 1.4 : Accélération du développement économique</b>	
<i>Indicateurs de succès prévus</i>	<i>Indicateurs de succès effectifs</i>
Le budget est équilibré	Le budget initial du Kosovo pour 2004 approuvé le 31 décembre 2003 était équilibré : le montant des recettes s'élevait à 619 millions d'euros et celui des crédits ouverts à 632 millions d'euros, la différence étant financée par l'excédent budgétaire de 2003

Un plus grand nombre d'entreprises sont privatisés	Sur plus de 400 sociétés publiques collectives, 16 ont été privatisées au cours des deux premières vagues de privatisation lancées au cours du second semestre de 2003	
<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Impôts et taxes recouvrés	Oui	Le montant total des recettes douanières pour 2003 s'est élevé à 428,1 millions d'euros, soit 18 % de plus que le montant indicatif prévu par le Ministère des finances et de l'économie. Au milieu de 2004, les recettes douanières étaient supérieures de 5 % aux recettes perçues au cours de la même période en 2002/03
Alimentation en électricité assurée	Oui	315 000 clients résidentiels et commerciaux ont été alimentés en électricité sur l'ensemble du territoire du Kosovo. Cependant, la demande d'énergie augmente et continue à être supérieure aux capacités locales d'approvisionnement. Il y a eu de nombreuses coupures de courant au cours de l'hiver
Entreprises publiques restructurées	Oui	L'Agence fiduciaire pour le Kosovo a approuvé un plan d'action prévoyant le début de l'incorporation des principales entreprises publiques à partir de septembre 2004. L'Agence a élaboré de nouveaux règlements pour ces entreprises

**Composante 2 : police civile**

<b>Réalisation escomptée 2.1 : Respect de la loi et maintien de l'ordre</b>		
<i>Indicateurs de succès prévus</i>	<i>Indicateurs de succès effectifs</i>	
Le nombre d'infractions graves est en diminution et le nombre de suspects identifiés en augmentation	Réduction de 5 % des atteintes aux personnes et aux biens et de 4 % des atteintes contre la société. Pourcentage de suspects identifiés : 70 % dans le cas d'atteintes aux personnes, 42 % dans le cas d'atteintes aux biens et 83 % dans le cas d'atteintes contre la société	
Le Bureau chargé du crime organisé au Kosovo est pleinement opérationnel	Le Bureau chargé du crime organisé au Kosovo est devenu pleinement opérationnel et compte 23 % d'agents du Service de police du Kosovo (sur un effectif total de 115 personnes, 94 ont été recrutées sur le plan international et 21 sont des membres du Service de police du Kosovo). Le matériel technique a été acheté et mis en service	
Le nombre de manifestations violentes est en diminution	Des actes de violence généralisés se sont produits dans tout le Kosovo les 17 et 18 mars 2004. En dehors de ces événements, le nombre de manifestations/protestations est tombé de 210 en 2002/03 à 158 en 2003/04, et le nombre de manifestations violentes de 14 en 2002/03 à 3 en 2003/04	
<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Les rondes et contrôles policiers sont restés très fréquents	192 144 174 864 2 402	Patrouilles menées Contacts établis Opérations conjointes menées avec la KFOR
La sécurité des frontières et des postes frontières a été assurée	Oui	Interventions dans 506 cas de contrebande, de passage clandestin de la frontière et/ou de documents falsifiés, ayant donné lieu à la saisie de 1 194 documents, 7 armes et 38 véhicules
Les affaires criminelles ont fait l'objet d'enquête et des suspects ont été identifiés	10 992 9 190 2 699	Atteintes à des personnes Atteintes à des biens Autres infractions

La sécurité des personnes menacées a été assurée	2 700	Escortes fournies à des personnes menacées
	4 721	Escortes fournies, dont 2 650 par le Groupe de la protection rapprochée, 407 pour des prisonniers, 821 pour des membres de l'Assemblée du Kosovo, 362 pour des personnalités et 481 pour les autobus scolaires transportant des enfants de groupes minoritaires

<b>Réalisation escomptée 2.2 : Mise en place d'une force de police de plus en plus autonome</b>	
<i>Indicateurs de succès prévus</i>	<i>Indicateurs de succès effectifs</i>
Le Service de police du Kosovo assume la responsabilité des tâches opérationnelles	Le Service de police du Kosovo est responsable de 6 postes de police supplémentaires (sur un total de 35 postes; la responsabilité de 12 postes lui avait déjà été transférée en 2002/03). Environ 80 % des effectifs nécessaires pour les postes de police restants ont été recrutés
Des membres des minorités et des femmes occupent des postes de direction et de terrain dans le Service de police du Kosovo	15 % de membres du Service de police du Kosovo (soit 927) sont membres de minorités, 15 % (869) sont des femmes, dont 14 % (119) sont membres de minorités. 241 officiers, dont 32 femmes et 18 représentants de minorités, ont été promus
Le Service de police du Kosovo assume de plus en plus de tâches administratives	Un responsable du Service de police du Kosovo a assumé la gestion des ressources humaines sous le commandement du Directeur de l'administration générale. La Direction du personnel, comprenant le Groupe de la gestion du personnel et de la valorisation des ressources humaines, la Section de la promotion, la Section de la gestion des carrières, la Section du recrutement et de la sélection, le Groupe de l'administration du personnel, la Section de la base de données et le Groupe de l'appui au personnel, a été créée avec un effectif de 36 fonctionnaires  Des groupes d'appui régionaux ont été créés dans les cinq régions
Le Service de police du Kosovo assume de plus en plus de tâches de renseignement et d'enquête pour les infractions graves	Les effectifs sont passés de zéro en 2002/03 à 8 pour le Groupe de renseignement, à 6 pour le Groupe central des enquêtes criminelles, à 21 pour le Groupe d'enquête sur la criminalité organisée, à 18 pour le Groupe d'enquête sur les infractions graves et à 26 pour le Groupe de la lutte contre la drogue

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Des membres du Service de police du Kosovo ont reçu une formation des tâches spécialisées	2 352	Membres du SPK formés aux tâches ci-après : investigations, lutte contre la drogue, patrouilles à motocyclette, police de proximité, interventions en cas d'urgence, gestion de la circulation et prévention de la criminalité
La promotion, la sélection et la nomination des membres du Service de police du Kosovo ont été supervisées	647 668	Participants au programme de stage qui ont été supervisés Membres promus au rang de sergent et à des rangs supérieurs
Les objectifs en matière d'effectifs et de structure du Service de police du Kosovo, ainsi que les prochaines étapes de la stratégie de transition, ont été identifiés	Oui	Les objectifs ont été portés de 6 533 à 7 300 suite aux événements du mois de mars, et la structure du Service de police du Kosovo a été ajustée en conséquence
Une structure administrative et civile compétente a été mise en place pour assurer le développement du Service de police du Kosovo et lui fournir un appui	Oui	Les effectifs administratifs des postes de police ont été définis, les définitions d'emploi ont été mises au point et les effectifs ont été ajustés parallèlement au transfert de responsabilités
Un système d'informatisation du fichier des empreintes digitales a été mis en place	Oui	24 150 empreintes digitales ont été mises sur fichier

### Composante 3 : appui

<b>Réalisation escomptée 3.1 : Efficacité et efficience accrues de l'appui apporté à la Mission</b>		
<i>Indicateurs de succès prévus</i>	<i>Indicateurs de succès effectifs</i>	
Degré de satisfaction élevé des services clients de la Mission consultés	Résultat atteint	
<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Gestion de 4 429 membres du personnel	3 991	Chiffre moyen inférieur aux prévisions du fait que la police civile a été déployée plus lentement que prévu
24 rapports de suivi et de contrôle des coûts	24	
12 rapports financiers	12	

Entretien de 112 bâtiments	112	Y compris ceux du quartier général de la Mission et des services administratifs, 3 postes de commandement régionaux, 5 municipalités, 5 bases logistiques et 5 dispensaires
Entretien de 60 groupes électrogènes	132	Chiffre supérieur aux prévisions du fait que le transfert des postes de police a été reporté à juin 2004 au lieu d'être effectué progressivement comme prévu
Entretien de 2 624 véhicules	2 624	
Appui 24 heures sur 24, 7 jours sur 7, au Service informatique	Oui	
Appui 24 heures sur 24, 7 jours sur 7, au Service de transmissions	Oui	
Formation de 524 membres du personnel	593	Chiffre supérieur aux prévisions parce que 69 membres du personnel ont reçu une formation dans les domaines des transports terrestres, des technologies de l'information, des services généraux et des achats  En outre, 2 356 agents recrutés sur le plan local ont participé à une formation dans le cadre du programme intégré de formation à distance de l'UNITAR
Services de sécurité et de protection rapprochée assurés 24 heures sur 24, 7 jours sur 7	Oui	
12 inspections d'aéronefs	12	
71 rapports sur la sécurité aérienne	35	Chiffre inférieur aux prévisions du fait de la réduction du nombre de vols affrétés par l'ONU. En outre, l'amélioration des conditions de travail, des installations et des procédures a également contribué à une réduction du nombre de rapports sur les risques, les incidents et les accidents
Gestion du site Web de la MINUK	Oui	

### III. Exécution du budget

#### A. Ressources financières

(En milliers de dollars des États-Unis; l'exercice budgétaire court du 1<sup>er</sup> juillet 2003 au 30 juin 2004.)

Catégorie de dépenses	Montant alloué (1)	Dépenses (2)	Écart	
			Montant (3) = (1) - (2)	Pourcentage (4) = (3)/(1)
<b>Militaires et personnel de police</b>				
Observateurs militaires	1 174,2	1 240,2	(66,0)	(5,6)
Contingents	—	—	—	—
Police civile	93 728,6	86 604,8	7 123,8	7,6
Unités de police constituées	22 482,9	18 753,1	3 729,8	16,6
<b>Total partiel</b>	<b>117 385,7</b>	<b>106 598,1</b>	<b>10 787,6</b>	<b>9,2</b>
<b>Personnel civil</b>				
Personnel recruté sur le plan international	101 749,7	113 860,2	(12 110,5)	(11,9)
Personnel recruté sur le plan national	35 399,4	40 922,3	(5 522,9)	(15,6)
Volontaires des Nations Unies	8 146,1	8 676,4	(530,3)	(6,5)
<b>Total partiel</b>	<b>145 295,2</b>	<b>163 458,9</b>	<b>(18 163,7)</b>	<b>(12,5)</b>
<b>Dépenses opérationnelles</b>				
Personnel temporaire	105,6	261,8	(156,2)	(147,9)
Personnel fourni par des gouvernements	—	—	—	—
Observateurs électoraux civils	—	—	—	—
Consultants	—	—	—	—
Voyages	1 666,7	1 450,0	216,7	13,0
Installations et infrastructures	21 228,0	18 107,5	3 120,5	14,7
Transports terrestres	9 247,2	9 020,8	226,4	2,4
Transports aériens	2 906,7	1 430,7	1 476,0	50,8
Transports maritimes	—	—	—	—
Transmissions	6 937,6	6 504,8	432,8	6,2
Informatique	5 578,2	4 557,8	1 020,4	18,3
Services médicaux	762,4	353,9	408,5	53,6
Matériel spécial	110,9	110,9	—	—
Fournitures, services et matériel divers	4 294,0	3 654,0	640,0	14,9
Projets à effet rapide	—	—	—	—
<b>Total partiel</b>	<b>52 837,3</b>	<b>45 452,2</b>	<b>7 385,1</b>	<b>14,0</b>
<b>Total brut</b>	<b>315 518,2</b>	<b>315 509,2</b>	<b>9,0</b>	<b>0,0</b>
Recettes provenant des contributions du personnel	19 704,4	23 467,6	(3 763,2)	(19,2)
<b>Total net</b>	<b>295 813,8</b>	<b>292 041,6</b>	<b>3 772,2</b>	<b>1,3</b>
Contributions volontaires en nature (budgétisées)	—	—	—	—
<b>Total</b>	<b>315 518,2</b>	<b>315 509,2</b>	<b>9,0</b>	<b>0,0</b>

**B. Autres recettes et ajustements**

(En milliers de dollars des États-Unis)

<i>Catégorie</i>	<i>Montant</i>
Intérêts créditeurs	466
Recettes diverses	1 073
Contributions volontaires en espèces	–
Ajustements sur exercices antérieurs	(198)
Réduction ou annulation d'engagements d'exercices antérieurs	3 120
<b>Total</b>	<b>4 461</b>

**C. Matériel appartenant aux contingents : matériel majeur et soutien logistique autonome**

(En milliers de dollars des États-Unis)

<i>Catégorie</i>	<i>Dépenses</i>
<b>Matériel majeur</b>	
Unités de police constituées	
Matériel majeur	3 082,5
<b>Soutien logistique autonome</b>	
Installations et infrastructure	
Matériel de bureau	70,0
Magasins – divers	204,0
Transmissions	
Transmissions	361,1
Services médicaux	
Services médicaux	50,3
Matériel spécial	
Observation	110,9
<b>Total partiel</b>	<b>796,3</b>
<b>Total</b>	<b>3 878,8</b>

<i>Facteurs approuvés pour la Mission</i>	<i>Pourcentage</i>	<i>Date d'entrée en vigueur</i>	<i>Date du dernier examen</i>
<b>A. Facteurs applicables à la zone de la Mission</b>			
Contraintes du milieu	1	1 <sup>er</sup> juillet 1999	–
Usage opérationnel intensif	1	1 <sup>er</sup> juillet 1999	–
Acte d'hostilité ou abandon forcé	1	1 <sup>er</sup> juillet 1999	–
<b>B. Facteurs applicables au pays d'origine</b>			
Différentiel de transport	1 à 4		



## IV. Analyse des écarts<sup>1</sup>

	<i>Écart</i>	
<b>Observateurs militaires</b>	(66,0)	(5,6 %)

7. Le dépassement s'explique principalement par des augmentations du montant de l'indemnité de subsistance (missions). Le montant applicable aux 30 premiers jours est passé de 100 à 130 dollars par personne à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2003 et à 107 euros (soit 126,78 dollars des États-Unis) à compter du 1<sup>er</sup> mai 2004. De manière analogue, le taux applicable après les 30 premiers jours est passé de 71 dollars à 75 dollars par personne à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2003 et à 68 euros (soit 80,60 dollars des États-Unis) à compter du 1<sup>er</sup> mai 2004.

	<i>Écart</i>	
<b>Police civile</b>	7 123,8	7,6 %

8. Le solde inutilisé est principalement imputable au taux de vacance de postes dans la police civile (17,5 % au cours de la période à l'examen contre 7 % prévus dans le budget).

	<i>Écart</i>	
<b>Unités de police constituées</b>	3 729,8	16,6 %

9. Les économies réalisées à cette rubrique tiennent principalement au fait qu'une unité de police constituée a été retirée de manière imprévue.

	<i>Écart</i>	
<b>Personnel recruté sur le plan international</b>	(12 110,5)	(11,9 %)

10. Compte tenu de l'importance des économies réalisées à cette rubrique au cours des exercices précédents, qui s'expliquent principalement par le fait que les postes ont été occupés à des niveaux inférieurs à ceux autorisés, le budget a été établi sur la base du coût annuel moyen du personnel international, plutôt que des coûts standard. Le coût annuel moyen du personnel international au cours de l'exercice 2002/03, sur la base duquel les prévisions budgétaires ont été établies, s'élevait à 91 360 dollars. L'augmentation du coût effectif au cours de la période à l'examen, qui est passé à 104 001 dollars, et le dépassement qui en est résulté à cette rubrique, est due aux nouveaux barèmes des traitements approuvés pour les administrateurs et les fonctionnaires de rang supérieur et les agents du Service mobile (catégories dont le statut est régi par les séries 100 et 300 du Règlement du personnel) à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2003, et à la révision des taux d'ajustement à compter du 1<sup>er</sup> novembre 2003. En outre, l'approbation d'une indemnité de fonctions pour 36 fonctionnaires exerçant des fonctions correspondant à une classe supérieure à la leur et une réduction du nombre de fonctionnaires nommés à des classes inférieures à celles autorisées, qui est tombé de 363 en juillet 2003 à 288 en juin 2004 (contre 392 en moyenne en 2002/03), ainsi qu'une augmentation au titre des versements à effectuer

<sup>1</sup> Le montant des écarts est exprimé en milliers de dollars des États-Unis.

à la cessation de service du fait de la réduction des effectifs de la Mission, ont contribué au dépassement à cette rubrique.

	<i>Écart</i>	
<b>Personnel recruté sur le plan national</b>	(5 522,9)	(15,6 %)

11. Le dépassement s'explique principalement par la révision des barèmes des traitements qui a pris effet le 1<sup>er</sup> mars 2004. Les nouveaux barèmes des traitements tenaient compte d'une augmentation globale moyenne pondérée de 40,7 % pour les agents des services généraux et de 32,5 % pour le personnel recruté dans le pays.

	<i>Écart</i>	
<b>Volontaires des Nations Unies</b>	(530,3)	(6,5 %)

12. Les dépenses supplémentaires s'expliquent principalement par la révision du montant mensuel de l'indemnité de subsistance versée aux Volontaires et du montant moyen de la prime d'installation qui sont passés de 2 005 dollars et 1 116 dollars, respectivement, à 2 190 dollars et 1 301 dollars au 1<sup>er</sup> janvier 2003.

	<i>Écart</i>	
<b>Personnel temporaire</b>	(156,2)	(147,9 %)

13. Les dépenses supplémentaires s'expliquent par le fait qu'il a fallu s'attacher les services de 19 personnes dans le domaine des affaires judiciaires, de l'administration régionale et de l'appui administratif, alors qu'il n'avait été prévu des ressources que pour 9 agents chargés de préparer l'expédition et l'escorte des véhicules transférés de la Base de soutien logistique des Nations Unies à la MINUK. Les intéressés ont notamment été chargés des tâches ci-après : services de renseignement criminel, d'anthropologie légale et de police scientifique, recherche juridique et conseils sur le droit international, le droit pénal, le droit humanitaire et les instruments relatifs aux droits de l'homme dans diverses institutions judiciaires au Kosovo; étude des structures politiques et administratives du Kosovo aux niveaux central, municipal et local, inventaire des structures urbaines dans la région de Mitrovica et identification des mesures à prendre pour rétablir l'ordre après les événements des 17 et 18 mars 2004 au Kosovo.

	<i>Écart</i>	
<b>Voyages</b>	216,7	13,0 %

14. La réduction des ressources nécessaires s'explique principalement par le fait que les équipes d'évaluation et de sélection de la Division de la police civile ont effectué moins de voyages que prévu, de nouvelles priorités ayant été définies pour les voyages suite à l'augmentation du nombre de missions de maintien de la paix au cours de la période à l'examen.

	<i>Écart</i>	
<b>Installations et infrastructures</b>	3 120,5	14,7 %

15. Les économies s'expliquent principalement par le fait que les contrats relatifs aux services de sécurité conclus avec une société locale n'ont pris effet qu'en décembre 2003. En outre, les clauses des contrats ont été négociées et il a été possible de s'assurer les services nécessaires à un coût moins élevé que prévu dans le budget (75 000 dollars par mois contre 236 900 dollars).

	<i>Écart</i>	
<b>Transports terrestres</b>	226,4	2,4 %

16. Les économies s'expliquent par la réduction du parc automobile du fait que 221 véhicules ont été transférés à d'autres missions de maintien de la paix, 25 ont été passés par pertes et profits et 119 autres doivent l'être sous peu.

	<i>Écart</i>	
<b>Transports aériens</b>	1 476,0	50,8 %

17. Le solde inutilisé s'explique principalement par le fait que l'avion BE-200 a effectué moins d'heures de vol que prévu (40 % de moins) à cause du mauvais temps durant l'hiver 2003-2004, et par la cessation en mai 2004 des opérations d'un prestataire de services de transport aérien qui a fait faillite.

	<i>Écart</i>	
<b>Transmissions</b>	432,8	6,2 %

18. Les économies tiennent principalement au fait qu'il a fallu moins de services d'entretien. Comme le système fonctionnait bien, il n'a pas été nécessaire d'effectuer de travaux de mise à jour et d'entretien avant la fin de 2003.

	<i>Écart</i>	
<b>Informatique</b>	1 020,4	18,3 %

19. Le solde inutilisé s'explique par le fait qu'en raison de l'intensité des négociations menées et de la complexité du processus juridique en cause, la conclusion d'un accord de licence est intervenue en octobre 2004 seulement.

	<i>Écart</i>	
<b>Services médicaux</b>	408,5	53,6 %

20. Les économies résultent du fait que le taux de vacance de postes dans la police civile a été supérieur aux prévisions et qu'une unité de police constituée a été rapatriée plus tôt que prévu, d'où une baisse de la demande de services médicaux.

	<i>Écart</i>	
<b>Fourniture, services et matériel divers</b>	640,0	14,9 %

21. La réduction des ressources nécessaires tient au fait que les services bancaires ont coûté moins cher que prévu suite à la négociation de leur coût avec trois banques locales.

## **V. Décisions que l'Assemblée générale devra prendre**

22. Les décisions que l'Assemblée générale devra prendre au sujet du financement de la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo portent sur les points suivants :

a) L'affectation du solde inutilisé d'un montant de 9 000 dollars relatif à l'exercice allant du 1<sup>er</sup> juillet 2003 au 30 juin 2004;

b) L'affectation du montant correspondant aux autres recettes et ajustements relatifs à l'exercice clos le 30 juin 2004, qui s'élève à 4 461 000 dollars, dont 466 000 dollars au titre des intérêts créditeurs, 1 073 000 dollars au titre des recettes diverses ou accessoires et 3 120 000 dollars correspondant à la réduction ou à l'annulation d'engagements d'exercices antérieurs, contrebalancée par un montant de 198 000 dollars correspondant à des ajustements sur exercices antérieurs.